RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PYRÉNÉES ORIENTALES

DÉLIBERATION DU CONSEIL
MUNICIPAL DE SAINT-PIERRE DELS FORCATS

Séance du 28 juin 2022

NOMBRE DE MEMBRES			
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération	
11	10	7	

Objet de la Délibération : Taxe de séjour au réel 2023

L'an deux mille vingt deux

le vingt-huit juin

A 18 heures, le Conseil municipal de la commune de Saint Pierre Dels Forcats, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mme LINTZ Ghislaine

Présents: - M. ECHARD Vincent - M. FOURNIER Daniel - M. GAURENNE Claude - Mme GAURENNE Sylvie - Mme INGLES Martine - Mme LINTZ Ghislaine - M. PINEDE Jean-Marie

Absents excusés: M. BLANQUE Pierre - M. BUL Alain - Mme RODRIGUEZ Noémie

Secrétaire de séance : M. GAURENNE Claude

Date de convocation : 24 juin 2022

2022/018

Le conseil municipal

Vu l'article 67 de la loi de finances pour 2015 N°2014-1654 du 29 décembre 2014:

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2333-26 et suivants et R.2333-43 et suivants ;

Vu le code du tourisme et notamment ses articles L.422-3 et suivants ;

Vu le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 ;

Vu l'article 59 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015;

Vu l'article 90 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour

Extrait du registre

Vu l'article 86 de la loi n°2016-1918 du 29 Décembre 2016 de finances rectificatives pour 2016;

Vu les articles 44 et 45 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017;

Vu les articles 162 et 163 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019;

Vu le décret n° 2019-1062 du 16 octobre 2019;

Vu les articles 16, 112, 113 et 114 de la loi n°2019-1479 de finances pour 2020;

Vu les articles 122, 123 et 124 de la loi n°2020-1721 de finances pour 2021; Vu la délibération du conseil départemental des Pyrénées Orientales du 30 juillet 2004 portant sur l'institution d'une taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour ;

- ... OUI l'exposé de la première adjointe ;
- ... DECIDE à l'unanimité des membres présents :

Article 1:

La commune de Saint-Pierre-dels-Forcats a institué il y a de nombreuses années une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire.

La présente délibération reprend toutes les modalitésiet les taxes de la taxe de séjour et annule et remplace toutes les délibérations matérieures à compter du 1er janvier 2023.

Article 2:

La taxe de séjour est perçue au réel par toutes les natures et catégories d'hébergement à titre onéreux proposés dans le territoire.

On peut citer:

2022/018

Palaces, Hôtels de tourisme, Résidences de tourisme, Meublés de tourisme, Village de vacances, Chambres d'hôtes, Auberges collectives, Emplacements dans des aires de campings-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures, Terrains de camping et de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air, Ports de plaisance,

Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1° à 9° de l'article R. 2333-44 du CGCT.

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées (voir : article L.2333-29 du Code général des collectivités territoriales).

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Article 3:

La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

Article 4:

Le conseil départemental des Pyrénées Orientales, par délibération en date du 30 juillet 2004, a institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour. Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L.3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par la commune pour le compte du département dans les mêmes conditions que la taxe communale à laquelle elle s'ajoute. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Article 5:

Conformément aux articles L.2333-30 et L.2333-41 du CGCT, les tarifs doivent être arrêtés par le conseil municipal avant le 1er juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Le barème suivant est appliqué à partir du 1er janvier 2023 :

2022/018

Catégories d'hébergement	Tarifs
Palaces	4,30€
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5	3,10€
étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4	2,40 €
étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3	1,30€
étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2	0,80€
étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances	
4 et 5 étoiles	
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1	0,70€
étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances	
1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en	0,60€
3,4 et 5 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de	
plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements	
dans des aires de camping-cars et des parcs de	
stationnement touristiques par tranche de 24 heures	
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1	0,20€
et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein	
air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	-

Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau de l'article 5, le tarif applicable par personne et par nuitée est de 5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

La taxe additionnelle départementale s'ajoute à ces tarifs.

Article 6:

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT :

Les personnes mineures ;

Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ; Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

Article 7:

Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès du service taxe de séjour.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre des séjours.

En cas de déclaration par internet le loge urccdoitréeffeet procupe déclaration 2086-216601880-2022028-2022-018-DE Date de réception préfecture : 01/07/2022

2022/018

Le service taxe de séjour transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent leur retourner accompagné de leur règlement :

avant le 31 mai, pour les taxes perçues du 1er janvier au 30 avril avant le 30 septembre, pour les taxes perçues du 1er mai au 31 août avant le 31 janvier, pour les taxes perçues du 1er septembre au 31 décembre.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus,

Le Maire,

Pierre BLANQUE

Accusé de réception en préfecture 066-216601880-20220628-2022-018-DE Date de réception préfecture : 01/07/2022